

Augustin Sulkowsky

COMPRENDRE LA CHINE

2011 – 2012 : années de tous les dangers

Les origines du conflit

Plus que l'année de l'Exposition Universelle de Shanghai, l'année 2010 devra rester dans les annales de la Chine comme celle où s'est une nouvelle fois cristallisée une lutte sans pitié, née dans le sang répandu durant les dix ans de la Révolution Culturelle (1966-1976), et dont l'issue pèsera lourd dans l'avenir de la Chine et celui de la planète.

Il y a plus de cinquante ans, le président Mao Zedong, privé de tout pouvoir officiel, lança contre le Parti, avec comme seule arme son nom, un mouvement destiné à couper l'herbe sous les pieds de ceux qui envisageaient, déjà, une modernisation économique.

Mao discernait, sans doute avec clairvoyance, que cette modernisation économique survenait trop tôt. Qu'elle pouvait devenir incontrôlée dans un pays encore largement marqué des attitudes mandarinales. Il jugeait que les élites du Parti étaient encore trop marquées par un passé impérial où prévarication, népotisme et liens personnels (les fameux *guangxi*) étaient la règle. Bref, il sentait confusément que les tentations de l'argent allaient dénaturer « sa » révolution.

Sa réaction brutale n'épargnera presque personne parmi les apparatchiks. Lui qui avait perdu son fils dans la guerre de Corée et vivait très confortablement mais sans amasser de fortune personnelle, assistait au premier bal de ses anciens compagnons posant leurs pions et poussant leurs rejets vers de confortables et juteuses positions.

Le Parti n'avait-il pas choisi pour le remplacer à la tête de l'Etat un de ses anciens compagnons de la Longue Marche, Liu ShaoQi marié à une « jeunesse », certes « rouge » mais issue d'une grande famille capitaliste qui dirigeait encore à l'époque des entreprises à TianJin ?

Au cours de ce conflit intérieur épique, les coups qu'il asséna contre le Parti, « son » Parti, résonnent encore aujourd'hui dans les rangs de ceux qui

se voyaient privés de leur proie : une économie où enfin ils pourraient puiser sans fin pour assouvir leur soif d'honneurs... et de confort matériel.

La mort de Mao ZeDong en 1976 mit fin à la *Grande Révolution Culturelle*, mais les trois forces qui s'opposèrent au début de cette expérience révolutionnaire ont survécu jusqu'à aujourd'hui.

Ce sont les « Radicaux » perpétuellement tentés par un retour à une orthodoxie inspirée de la pensée du fondateur de la Chine nouvelle, les « Conservateurs », membres dirigeants, responsables des grands groupes économiques de l'Etat, affiliés et porte-coton des aristocrates du Parti, et les « Libéraux » favorables à une mutation démocratique du pays et dont l'origine remonte à Sun Yatsen (en chinois Sun ZhongShan).

Les années qui suivirent marquèrent le retour aux affaires d'un Parti Communiste d'autant plus revancharde que ses élites historiques avaient beaucoup souffert. Prudence ou subtilité, l'homme qui allait initier « La Réforme et le Développement », Deng XiaoPing, n'occupa jamais de poste officiel, se contentant du rôle d'« oracle ».

Cette pythie d'un nouveau genre fixa le nouvel objectif du Parti : « développer économiquement le pays tout en préservant le rôle dominant du Parti ». C'était tout ce que demandaient les cadres communistes : rester les maîtres... et gagner de l'argent.

Trente ans après, leur succès est complet. Nous sommes revenus aux temps d'avant la Révolution Culturelle, sans que le Parti ait à craindre le réveil de la statue du Commandeur embaumé place TianAnMen.

Ce que craignait Mao ZeDong s'est donc réalisé : corruption et développement économique sont parmi les caractéristiques les plus évidentes du programme de « Réforme et Développement » initié par Deng XiaoPing. Ces deux plaies sociales alimentent, comme auparavant, les discours des uns comme des autres. S'y ajoutent désormais inflation et conséquences brutales d'une injuste répartition des richesses.

Dans ces circonstances, et devant un pays désabusé, la génération des dirigeants « Conservateurs » actuels, Hu JinTao et Wen JiaBao en tête, dont le mandat vient à terme en 2012, oscille entre les souhaits des « Libéraux » et des « Radicaux » sans les concrétiser.

Face au développement des inégalités, les deux courants absents du pouvoir réel réclament, par des moyens différents, davantage de justice sociale mais, en la matière, la « Direction Centrale » n'édite que des réformes singulièrement velléitaires. Elle fait aussi preuve d'une redoutable incapacité à dissiper de manière décisive l'opacité entourant ses décisions, coupant ainsi le Parti de sa base : une « société civile » qui dispose aujourd'hui de moyens technologiques modernes pour faire entendre une

voix dérangeante que le Parti cherche à rendre la moins audible possible.

Oubliant - momentanément - l'égalitarisme, les premiers objectifs de la direction communiste n'ont jamais été que de poursuivre le développement économique et, récemment, de maîtriser les tensions inflationnistes. Au cours des « Trente Glorieuses » du décollage économique, malgré les déclarations des responsables du pays et quelques mesures « cosmétiques » comme la chasse aux concubines, lutte contre la corruption et équité dans la redistribution des fruits de la croissance n'ont jamais été prioritaires. Seule comptait la croissance du Produit Intérieur Brut.

La recherche de la justice sociale est d'ailleurs un parcours semé d'embûches. Très tôt, sa difficulté avait amené certains leaders courageux comme les deux lucides Premiers Secrétaires du Parti nommés après la Révolution Culturelle, Hu YaoBang et Zhao ZiYang, à conclure que cela ne serait possible qu'à la condition que le Parti opte une fois pour toutes pour la transparence.

Les deux hommes étaient parvenus à la même conclusion : sans transparence des décisions du Parti et sans introduction à l'Assemblée Nationale et à la Chambre consultative d'une forme de discussion démocratique, la corruption et les abus de pouvoir ne pouvaient que déconsidérer le Parti.

Durant leurs mandats la population chinoise décryptait attentivement tous leurs discours en y trouvant des raisons d'espérer un allègement de la chape de plomb imposée par un Parti organisateur et déjà premier profiteur du début de la libéralisation. Hélas, dans le même temps, les membres du Parti les plus accrochés à leurs prérogatives considéraient ces timides ouvertures comme déviationnistes. Cette hostilité causa la perte de Hu YaoBang, puis de son successeur Zhao ZiYang.

Malheureusement, Deng XiaoPing, âgé et peut-être manipulé, restait inflexible face à toute modernisation pouvant être interprétée comme une remise en cause du « rôle dominant » du Parti. Aussi céda-t-il aisément aux récriminations des *durs*, « Conservateurs » et « Radicaux » alliés. Hu YaoBang, que la population commençait à aimer sincèrement, fut remercié et remplacé par Zhao ZiYang.

Ce fut au moment où ce dernier était à la tête du Parti et de l'Etat que les obsèques de Hu YaoBang servirent de déclencheur aux événements de la place TianAnMen en 1989. L'échec de Zhao ZiYang, qui finira sa vie en résidence surveillée, enterra les espoirs de cette « glasnost à la chinoise ».

Que deux chefs de l'Etat successifs aient été éliminés par les forces « conservatrices » du Parti prouve assez que celui-ci n'est pas près de laisser échapper un pouvoir politico-économique dont il se repaît.

Aujourd'hui, alors que la Chine connaît une croissance économique remarquable, la vérité saute aux yeux de tous : l'échec politique est à la mesure des faux espoirs de Deng XiaoPing. Préserver le rôle dominant du Parti et son fonctionnement obscurément archaïque n'a fait qu'augmenter les disparités, attiser la corruption et favoriser les prévaricateurs.

Le Parti, parce qu'il n'a pas su ou voulu jouer la carte de la transparence (et il ne s'agit même pas ici de démocratie), affiche chaque jour son incapacité à bouter hors du système les brebis galeuses qu'il engendre et qui compromettent *in fine* le formidable succès des entreprises chinoises.

Lors du récent « plan de relance », la colossale masse d'argent détournée par les sociétés d'Etat a attisé une spéculation et une inflation qui ne se combattront pas par les méthodes de régulation monétaires classiques. Le jeu convenu des taux d'intérêt est inopérant devant les masses de liquidités concernées. Le système bancaire chinois est un tonneau des Danaïdes qui fuit de partout et l'argent ne va jamais où on le destine.

Tout cela sous les yeux d'une population désorientée, abreuvée à l'école et à l'université de slogans marxistes et nationalistes, mais qui baigne dans une forme d'exploitation qui, par moment, s'apparente au capitalisme le plus dur. Entre nostalgie d'une époque où « tout le monde était également pauvre » et un aujourd'hui où les écarts de fortune et de revenus sont parmi les plus criants de la planète, les habitants d'une République de Chine ayant abandonné le qualificatif « Populaire » balancent entre « un amer défaitisme » et des sautes d'humeur rapidement étouffées.

Les générations qui se sont succédé depuis 1949 ont appris à rabâcher que la bienveillance du Parti était censée pourvoir aux besoins essentiels, le fameux « *YiShiZhuXing* » (se vêtir, manger, se loger, aller et venir). Aujourd'hui, les Chinois « de base » luttent seuls pour y pourvoir. Désabusés par un Parti peu nombreux mais organisé et jaloux de ses avantages, ils cherchent confusément une solution assurant leur liberté individuelle, préservant leur nature chinoise et garantissant l'équité pour tous. Plus que tout, ils réclament l'application de règles de droit qui préservent leur dignité.

En ce début de XXI^e siècle, un tel contexte semble ouvrir une voie royale aux « Libéraux » et aux « Radicaux ». Les premiers ont beau jeu de critiquer l'absence de transparence et de démocratie favorisant un appareil politico-économique encore largement aux mains du Parti. Les seconds, drapés dans le drapeau rouge frappé des cinq étoiles et brandissant la pensée de Mao appellent à davantage de justice « révolutionnaire » pour gommer des inégalités explosives, quitte à contester à haute voix la direction actuelle et briguer des postes de direction dans un Parti « épuré ».

Ces oppositions dogmatiques à la direction du Parti se doublent d'un

conflit de génération entre celle des dirigeants sortants, Hu Jintao et Wen JiaBao, et les quinquagénaires comme Xi JinPing. Nous assistons à un « retour vers le passé ». Ceux qui vont partir sont arrivés au pouvoir en récompense de leurs mérites communistes et en surfant sur un développement économique « tout frais et plein de promesses ». Ce n'est pas un hasard si la « Ligue de la Jeunesse Communiste » est surreprésentée au sommet de l'Etat. Ceux qui vont arriver dans le sillage de Xi JinPing sont, pour beaucoup, des « princes rouges » qui doivent leurs positions à leur *pedigree* et à leurs relations. Il est raisonnable de se demander si cela les prédispose à lutter contre des inégalités que leurs prédécesseurs ont laissé croître et embellir.

Plus intéressant pour les observateurs, cette année 2010, qui aurait dû être celle du rayonnement économique international du pays, a vu les lignes politiques des « Libéraux » et des « Radicaux » s'incarner dans deux personnages. L'un, à son corps défendant, a profité d'un coup de projecteur international inattendu. L'autre, volontariste, a profité d'une opinion chinoise en plein désarroi et des carences d'une direction centrale prochainement appelée à la retraite politique.

Que ces deux hommes, par un curieux caprice du destin, possèdent des initiales exactement inversées les unes par rapport aux autres ajoute à la curiosité dans leur lutte sans merci pour le destin d'un peuple et peut-être de la planète. Dans ce combat pour la justice sociale, d'où la direction « conservatrice » du Parti s'est exclue par son inefficacité, tout oppose LXB et BXL, Liu XiaoBo et Bo XiLai.

*Cet article sert d'introduction à un petit livre illustré publié en juin 2011 sous le titre **Comprendre la Chine** (disponible chez le distributeur Daudin).*